

Droite française, fascisme italien: influences croisées sur la Garde de Fer

Sandu, Traian

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Sandu, T. (2004). Droite française, fascisme italien: influences croisées sur la Garde de Fer. *Annals of the University of Bucharest / Political science series*, 6, 61-77. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-382017>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more Information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

DROITE FRANÇAISE, FASCISME ITALIEN: INFLUENCES CROISÉES SUR LA GARDE DE FER

TRAIAN SANDU*

Paradoxalement, dans les écrits théoriques des principaux chefs et idéologues légionnaires, les allusions à Mussolini et à Hitler non seulement ne sont pas très nombreuses, mais se rapportent rarement aux questions de doctrine: les légionnaires, seuls véritables fascistes roumains « dignes de ce nom »¹, se contentent la plupart du temps de citer leurs noms et quelques notions idéologiques de manière aussi élogieuse qu'allusive. Ils s'ingénient même souvent à se distinguer de leurs illustres modèles, en insistant sur la spécificité religieuse du légionarisme, alors que le fascisme était axé sur une religion de l'État et le nazisme sur une hiérarchie des races.

La réponse pourrait sembler simple à première vue: en véritables fascistes, les légionnaires, pour mobiliser les masses, adaptent leur discours aux réalités monarchiques, agraires et religieuses d'une société roumaine en retard par rapport aux sociétés urbaines et industrielles qui avaient permis à des régimes fascistes de s'imposer. Ce qui frappe alors davantage sont le nombre et le caractère élogieux des références aux doctrinaires de la droite française, et notamment ceux de la non-fasciste, anti-allemande – et parfois anti-légionnaire! – Action Française. Outre leur orientation pro-hitlérienne en politique internationale², les deux partis s'écarterent sur le plan doctrinaire par l'opposition classique entre adeptes de l'État totalitaire soumis au parti, et monarchistes partisans de la règle de subsidiarité et de la décentralisation.

* Université Paris III – Sorbonne Nouvelle.

¹ Voir TRAIAN SANDU, « Le renouvellement de l'histoire politique roumaine de l'entre-deux-guerres », in Traian Sandu (sous la direction de), *Illusions de puissance, puissance de l'illusion, historiographies et histoire de l'Europe centrale dans les relations internationales de l'entre-deux-guerres*, L'Harmattan, coll. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 2005, et les références qui y sont citées, notamment ARMIN HEINEN, *Die Legion « Erzengel Michael » in Rumänien: soziale Bewegung und politische Organisation, ein Beitrag zum Problem des internationalen Faschismus*, Munich, 1986, traduite en roumain en 1999 à Bucarest, chez Humanitas. Voir son chapitre XI (« La définition conceptuelle du mouvement légionnaire ») et particulièrement la p. 467 de l'édition roumaine: « De tous les partis roumains de l'entre-deux-guerres, seule la Légion peut être appelée « fasciste ».

² Voir, entre autres, CONSTANTIN PETCULESCU, *Mișcarea legionară, mit și realitate*, Bucarest, Editura Noua Alternativă, 1997, 319 p., chapitre 5: « Sub semnul simpatiei și protecției naziste », pp. 155-182.

Néanmoins, la Légion de l'Archange Michel présente un certain nombre de traits atypiques qui peuvent la rapprocher du courant de l'Action Française, et encore davantage de ses dissidents de *Je suis partout*. Prenant racine dans un pays agraire, elle était obligée de mélanger son radicalisme totalitaire d'éléments plus traditionnels – comme la fidélité à la monarchie et la foi chrétienne –, si elle voulait toucher des masses rurales difficiles à politiser.³ De leur côté, les monarchistes français avaient goûté à l'autoritarisme centralisateur de l'Union sacrée pendant la guerre et apprécié la mobilisation de Mussolini contre les socialistes. Le premier visage du fascisme était donc allié, latin, fonctionnant théoriquement au sein de la monarchie et se réconciliant avec la religion en 1929. La Légion, avec ses références romaines, pouvait donc à juste titre apparaître comme une émule de sa sœur latine, l'antisémitisme radical en plus.

La problématique réside donc dans l'éventuelle convergence des influences de la droite française et du fascisme italien envers la Légion pro-allemande. Celle-ci a-t-elle instrumenté l'héritage des penseurs réactionnaires français pour créer une impression de convergence et neutraliser les critiques de la droite nationaliste française? Ou bien est-elle caractéristique des mouvements fascistes centre-européens, sortes d'éponges synchrétiques des traditions locales et des grandes influences des droites européennes, l'essentiel résidant d'ailleurs dans le style de la jeune génération structurée par les chocs de la Grande Guerre et des remaniements territoriaux plus que dans le fond doctrinaire?

Le corpus idéologique légionnaire est donc redevable d'une interrogation sur la place des penseurs monarchistes, révolutionnaires de droite ou racistes français, au vu de leur prestige et de leur droit d'aînesse. A l'inverse, quelle fut la perception de la droite française à l'égard des sympathies internationales des légionnaires, et plus précisément de leur chef Codreanu? De son côté, l'Italie fasciste mit-elle autant de temps que l'Allemagne nazie avant de donner de l'importance, sinon une préférence, à la Légion sur les autres droites roumaines plus traditionnelles?

Deux idéologies souvent antithétiques

Les grands doctrinaires légionnaires ont utilisé de préférence le seul penseur fasciste français, Georges Valois, de préférence à Mussolini, qui avait réussi politiquement et qu'on pouvait leur reprocher d'imiter – sans oublier que sa politique révisionniste favorisant la Hongrie pouvait aussi apparaître dangereuse pour la défense des frontières roumaines.

³ Voir, entre autres, TRAIAN SANDU, « La génération fasciste en Roumanie: recrutement, doctrine, action », in *Histoire, économie et société*, n°3, 2003, pp. 437-449.

Les légionnaires ont emprunté à Maurras sa critique de la démocratie, mais ne l'ont pas suivi dans sa vision du monde et de l'État. Ils ne lui ont pris que les aspects négatifs, critiques, mais pas la dimension positive de sa théorie, à l'exception d'une fidélité monarchique de plus en plus théorique, aussi bien chez les maurrassiens – en délicatesse avec le prétendant orléaniste – comme chez les légionnaires – en conflit ouvert avec le roi Carol II –, sans parler des fascistes – pour lesquels le roi était au mieux un pantin, au pire un frein traditionaliste à l'ordre nouveau. Évidemment, les influences théoriques de Georges Valois – le seul fasciste français véritable – contribuent davantage à la construction du modèle d'État légionnaire; quant à une éventuelle contribution théorique du fascisme italien, sa cristallisation tardive en 1930 et même sa pratique avec les lois fascistissimes de 1926 étaient tardives pour prétendre présider à la naissance de la Légion en juin 1927. Surtout, les légionnaires devaient éviter les accusations d'imitation et Mussolini celles d'exportation du feu sacré national.

Le monarchisme et le nationalisme pouvaient être des influences maurrassiennes majeures sur le légionarisme. Certaines pages de Codreanu sur « la démocratie contre la nation » de son principal ouvrage, *Pentru legionari*⁴ (*Pour les légionnaires*, traduit en français par *La Garde de Fer*) sont inspirées de Maurras: l'attentat perpétuel contre l'unité de la nation, contre la continuité en politique, contre l'indépendance de l'homme politique esclave de son parti, de ses financiers et d'un électorat inculte, voilà autant d'arguments qui constituent les titres du chapitre « le parlementarisme » des *Idées politiques* du monarchiste français: « l'instabilité obligatoire, absence d'esprit national, le parlementarisme pur ou le règne de l'argent... »⁵. Si Codreanu ne cite jamais les noms des théoriciens et des hommes politiques français, il évoque avec émotion la France éternelle à l'occasion de son séjour doctoral à Grenoble en 1926⁶. Il démarque alors clairement la théorie de Maurras sur la différence entre « pays réel » et « pays légal »:

« Aussi, en quittant la France, je faisais une grande différence entre le peuple français et l'État maçonnique français. »

« Je garde non seulement de l'amour pour le peuple français mais aussi la conviction inébranlable que ce peuple ressuscitera et triomphera de l'hydre qui pèse sur lui, qui l'aveugle, qui épuise ses forces, qui compromet son honneur et son avenir. »⁷

⁴ CORNELIU ZELEA CODREANU, *La Garde de Fer*, Grenoble, Coll. « Omul nou », 1972, pp. 383-401.

⁵ CHARLES MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Albatros, 1986, pp. 217-226.

⁶ CORNELIU ZELEA CODREANU, *op. cit.*, pp. 245-261. Voir notamment p. 248: « je m'imaginai vivre au milieu de la France historique, de la France chrétienne, de la France nationaliste et non au milieu de la France maçonnique, athée et cosmopolite; dans la France de Bayard, non dans la France de Léon Blum. »

⁷ *Ibidem*, p. 261.

D'autres membres ou compagnons de route de la Garde citent explicitement le nom de Maurras et de dissidents de l'Action Française, sans faire de distinction entre les deux courants et sans s'immiscer dans les débats internes de la droite nationaliste française. Ainsi, l'économiste Mihail Manoilescu, ancien ministre et gouverneur de la Banque Nationale, théoricien de l'État totalitaire et corporatiste, qui se présenta sur les listes de la Garde en décembre 1937, publiait-il ses ouvrages directement en français et se réjouissait de toutes les occasions de rapprochement franco-italien⁸. Le théologien et publiciste Nichifor Crainic, théoricien de l'État ethnocratique, sorte de fondamentalisme orthodoxe, avait été entre 1931 et 1933 le mentor de la Garde, dont il n'approuvait pas l'antisémitisme systématique et le recours à la violence; il gardait en mémoire avec émotion sa participation aux festivités du centenaire de la naissance de Mistral en 1930 et un discours que Maurras avait particulièrement goûté⁹.

C'est surtout le cas de Vasile Marin, brillant docteur en droit, un des deux légionnaires morts pour Franco près de Madrid le 13 janvier 1937, et qui écrivait même à ses proches en français. Dans son recueil d'articles *Crez de generație* (*Credo d'une génération*), qui rassemble des écrits de 1933 parus dans la revue *Axa*, il cite naturellement Barrès¹⁰ ou loue Maurras, qu'il nomme « le théoricien de l'État moderne, le géant Charles Maurras »¹¹, il déplore les attaques contre « les patriotes des ligues »¹². Ailleurs, il se contente d'une périphrase lorsqu'il reprend la théorie de Maurras selon laquelle « le nationalisme est monarchique par essence » et « toute démocratie est toujours de fait, et surtout *de jure*, comme l'écrivait un grand nationaliste, un effort continu vers le républicanisme »¹³. Nous trouvons aisément une référence dans le chapitre des *Idées politiques*: « l'État démocratique: la République française »¹⁴.

Mais les légionnaires roumains passent sous silence la grande différence qui les sépare du nationalisme conservateur d'un Spengler ou même d'un Maurras. Charles Maurras est clairement hostile à l'État totalitaire, car il le juge, comme Spengler, d'essence démocratique: il s'appuie sur la mobilisation des masses par des démagogues issus du peuple, au détriment de l'organisation traditionnelle de la société et des élites historiques « naturelles », l'aristocratie¹⁵. Tel n'est évidemment pas l'opinion des légionnaires, qui en appellent non

⁸ MIHAIL MANOILESCU, *Memorii*, II, Bucarest, Editura Enciclopedică, p. 339.

⁹ NICHIFOR CRAINIC, *Zile albe, zile negre. Memorii*, Bucarest, Gândirea, 1991, pp. 216-219.

¹⁰ VASILE MARIN, *Crez de generație*, Bucarest, Majadajonda, 1997, p. 169: « Notre salut ne peut venir que de l'intégration de notre lutte politique dans la sphère du nationalisme créateur, dont nous gardons intacte la définition telle que l'a formulée en son temps Maurice Barrès: « Le nationalisme ordonne à juger tout par rapport à son pays natal » (cité en français dans le texte).

¹¹ *Ibidem*, p. 121.

¹² *Ibidem*, p. 150.

¹³ *Ibidem*, p. 170.

¹⁴ CHARLES MAURRAS, *op. cit.*, pp. 213-216.

¹⁵ Voir, par exemple, *Ibidem*, pp. 176-177: « L'État n'est qu'un organe, indispensable et primordial, de la société. ... L'État, quand il est bien institué, n'a presque pas affaire aux individus. »

seulement à une révolution politique, mais aussi à une guerre des générations pour imposer un homme nouveau et la mobilisation des masses.

Le moyen ne réside pas dans la réflexion théorique fondée sur la raison, si importante chez Maurras. Il consiste dans l'espoir d'avoir créé l'instrument – la Légion de l'Archange Michel – permettant de doter la Roumanie d'un homme nouveau¹⁶. L'idéologie fasciste croit à la possibilité de la révolution individuelle et sociale. Car avant de s'en prendre à l'ennemi et d'en purger la société, encore faut-il avoir préalablement épuré son âme et vérifié son propre patriotisme. Rien de commun chez Maurras avec cette introspection exigeante et cette volonté de changer l'homme, caractéristique du nationalisme centre-européen, inquiet de son identité récente, mal assuré de sa légitimité dans un contexte multi-ethnique et appuyé sur les faibles forces de petites puissances¹⁷.

De même, le fascisme fait donc appel au peuple et s'en prend aux élites traditionnelles, dénommées oligarchie. Et lorsque Vasile Marin veut escamoter cette différence entre Maurras et Valois, il les cite successivement sur les points de désaccord et ne les rapproche que sur les points de convergence. Ainsi, c'est Valois qui est invoqué sur les modalités de gouvernement, mais en mêlant habilement son nom à celui de Maurras:

« Depuis toujours le gouvernement d'une nation s'est fait selon deux modalités » (G. Valois):

1. Ou bien l'État fait alliance avec le peuple pour réduire et soumettre les puissants à la discipline nationale et sociale;

2. Ou bien l'État s'allie à l'oligarchie – à l'époque moderne, la ploutocratie – pour maintenir la nation dans la dépendance. La première politique pourrait être considérée comme une politique de « gauche » – donc propre aux démocraties; la seconde serait une politique « de droite », propre aux régimes absolutistes et arbitraires.

Que se passe dans la France « de gauche »? C'est encore Georges Valois qui nous le dit, en accord avec tous les penseurs politiques de là-bas, confirmé par Charles Maurras qui sépare depuis longtemps la « France réelle » de la « France légale » : « Sous le nom de démocratie parlementaire, nous avons le règne des puissances de l'argent, dirigée par une sorte de gouvernement des banquiers »¹⁸.

Évidemment que Maurras souscrivait pleinement à cette analyse, mais tout aussi évidemment il ne pouvait que rejeter la légitimation par le charisme populaire propre aux régimes fascistes. Une autre différence importante avec le

¹⁶ CORNELIU ZELEA CODREANU, *op. cit.*, pp. 282-283: « De l'école légionnaire un nouvel homme devra naître, avec les qualités du héros: un géant de notre histoire, qui combattrait et vaincra tous les ennemis de la Patrie. »

¹⁷ BERNARD MICHEL, *Nations et nationalismes en Europe centrale, XIXe-XXe siècle*, Paris, Aubier, 1995, pp. 8-9: « La violence du nationalisme n'est pas tournée vers les autres: elle est d'abord interne, elle cherche à rassembler les membres de sa nation, à faire d'eux des acteurs plus conscients, plus solidaires. ... Depuis le début du XIXe siècle, c'est en soi que réside l'ennemi qu'il faut combattre pour devenir un meilleur citoyen de sa nation. »

¹⁸ VASILE MARIN, *op. cit.*, pp. 181-182.

fascisme résidait dans la méthode de la violence: même si Maurras avait à plusieurs reprises menacé d'y recourir pour abattre la République, il en était resté à la parole et refusait le conflit civil qui aurait déstabilisé le pays pour appliquer sa doctrine. Enfin, un personnage comme le chef de la Ligue de la Défense Nationale-Chrétienne, Alexandru C. Cuza, le vieux théoricien du nationalisme antisémite roumain, distinguait nettement son antisémitisme fondamental et éliminateur de l'antisémitisme assimilateur de Maurras¹⁹.

Ainsi, lorsque Vasile Marin écrivit à Maurras au début de 1934, au moment du procès consécutif à l'assassinat de Duca pour l'amadouer et changer l'image de la Garde en France, nous n'avons pas de trace d'une réponse de Maurras ou d'un changement de la ligne éditoriale de *l'Action Française*; pourtant, la flatterie pouvait toucher le vaniteux intellectuel:

« Je parle en mon nom et au nom de tous ceux d'entre nous qui aimons la France, la vraie France, celle que vous nous avez révélée par cette magnifique *Action Française*, par votre monumentale Enquête sur la Monarchie, par toute votre œuvre et par vos admirables articles quotidiens de *l'Action Française*. »

« Vos idées, vos doctrines, nous ont puissamment aidés à trouver notre propre voie »²⁰. L'opportunisme ne doit pas d'ailleurs occulter la sincérité de ces propos, mais à *l'Action Française* on avait, comme nous le verrons de suite, une trop haute idée des intérêts de la France pour les écorner au nom d'une convergence idéologique.

Sur les relations entre doctrine légionnaire et fascisme – y compris dans sa variante nazie –, Codreanu a eu des propos contradictoires. D'une part, il a accusé la distinction entre légionarisme religieux et fascisme laïque étatiste, d'autre part il a rapproché la Légion des grandes doctrines européennes de la révolution nationale.

La divergence entre Légion et fascisme relevait à la fois de l'antériorité supposée du combat légionnaire – que Codreanu faisait remonter à 1919 – et, plus sérieusement, d'une légitimation doctrinaire différente. Codreanu l'explique à l'oreille complaisante du philosophe Julius Evola, lui-même théoricien d'un racisme sui generis, moins fondé sur les prétentions biologiques comme en Allemagne que sur des critères spirituels; en visite en Roumanie au printemps 1938, Evola pense trouver en Codreanu à la fois un disciple ignoré,

¹⁹ Voir, entre de nombreux écrits, son article du 8 avril 1928 « La doctrine nationale chrétienne – le cuzisme – », dans *Apărarea națională*, cité dans *Idea care ucide, dimensiunile ideologiei legionare*, sous la direction de Constantin Petculescu et Alexandru Florian, Bucarest, Noua Alternativă, p. 191: « Ainsi l'antisémitisme », en dernière instance, pourrait aussi revêtir cette forme de lutte contre la collectivité, mais en excluant les individus, comme elle a revêtu en France par exemple, depuis peu, à travers l'Action Française, la forme non moins paradoxale de lutte « contre les juifs, avec les juifs » et d'autres formes ailleurs. » Sur l'idéologie national-chrétienne, voir CRISTIAN SANDACHE, *Doctrina național-creștină în România*, Bucarest, Paideia, 1997.

²⁰ VASILE MARIN, *op. cit.*, pp. 91-92.

un représentant de la race supérieure « aryo-romaine » théorisée par Evola et surtout un argument supplémentaire pour influencer la radicalisation en cours depuis 1936 à Rome dans le sens du racisme²¹.

« L'homme est constitué d'abord d'un organisme, donc d'une forme organisée; ensuite, de certaines forces vitales; et enfin, d'une âme. On peut en dire autant d'un peuple. Toutefois, bien que reprenant naturellement tous les trois éléments, il est possible que l'édification nationale d'un État, en raison de certaines différences héréditaires et de dotation, soit plus particulièrement influencée par certaines d'entre elles. »

« D'après moi, dans le cadre du mouvement fasciste prédomine l'élément étatique, l'équivalent de la forme organisée. On ressent alors les valences formatrices de la Rome antique, indépassable en matière de droit et d'organisation politique, et dont le véritable héritier est le peuple italien. Le national-socialisme, à l'inverse, met en évidence ce qui est lié aux forces vitales: la race, l'instinct de la race, l'élément national-ethnique. Dans le mouvement légionnaire roumain, l'accent se porte sur ce qui, dans un organisme, correspond à l'élément âme, donc à l'aspect spirituel et religieux. »²²

Durant sa dernière détention avant l'assassinat, Codreanu, déprimé et imprégné du martyre christique, renouela sous une autre forme cette dimension de « mon royaume n'est pas de ce monde »:

« Nous nous préoccupons des victoires sur les hommes et nous les aimons, et non les victoires sur le Diable et le péché. »

« Tous les grands hommes d'hier et d'aujourd'hui: Napoléon, Mussolini, Hitler etc., sont davantage préoccupés de ces victoires. »

« Le mouvement légionnaire fait exception, s'occupant aussi, insuffisamment il est vrai, de la victoire chrétienne à l'intérieur de l'homme, en vue de son salut. »²³

Ces distinctions avaient les avantages de donner au cas roumain une spécificité atemporelle par rapport aux modèles dominants, de le dédouaner des accusations de « cinquième colonne » des fascismes, plus fondamentalement de justifier la réaction autochtoniste et orthodoxiste du nationalisme roumain. Codreanu veut largement ignorer le projet de révolution spirituelle en vue de créer un homme nouveau qui fonde le fascisme et dont Emiliano Gentile s'est fait l'historien²⁴.

À l'inverse, dans *Pentru Legionari*, Codreanu inscrit son mouvement dans les totalitarismes de droite européens. Certes, il rappelle abondamment que le régime politique envisagé est cautionné par la bénédiction des ancêtres et de Dieu. Mais il rappelle aussi les convergences essentielles entre légionarisme et fascismes dans une section consacrée aux « mouvements nationaux et la dictature »:

²¹ JULIUS EVOLA, *Naționalism și asceză*, Bucarest, Fronde, 1998.

²² *Ibidem*, pp. 42-43.

²³ CORNELIU ZELEA CODREANU, *Însemnări de la Jilava*, Bucarest, Majadahonda, 1995, pp. 49-50.

²⁴ EMILIO GENTILE, *La Religion fasciste*, Paris, Perrin, 2002.

« Je ne veux pas faire dans ce chapitre, la critique de la dictature, mais je désire démontrer que les mouvements et les régimes nationalistes dans l'Europe actuelle, comme le mouvement légionnaire, le Fascisme, le National-Socialisme etc., ne sont ni dictatoriaux, ni démocratiques. »

« [...] Par la contrainte et la violence, on pourrait à la rigueur gagner des voix et des majorités, arracher des larmes et des soupirs. Mais a-t-on jamais vu et verra-t-on jamais, même chez les peuples les plus inconscients, la ferveur et l'enthousiasme naître de la terreur? »

« Puisqu'il n'est pas dictatorial dans son essence, qu'est-ce alors qu'un régime national? »

« Est-ce un produit de la démocratie? Pas davantage. Car le chef n'est pas élu par le peuple, et la démocratie est fondée sur le principe de l'éligibilité. Or dans les régimes nationaux, le chef n'est pas élu, *il est consenti*. »

« [...] Sans le définir, il faut reconnaître simplement qu'il réalise une nouvelle formule de gouvernement *sui generis*, dans les États modernes. Cette formule, on ne l'a pas rencontrée jusqu'à présent et on ne sait pas encore quel nom elle va prendre. »²⁵

On le savait pourtant fort bien, puisqu'il s'agissait d'une définition générique du fascisme. Mais dans son élan, Codreanu oublie étrangement pour un instant ses références religieuses et laïcise son discours, jetant une perspective de synchronisme européen de droite sur la Légion:

« Quant à la conscience nationale, elle est l'effet d'une révélation intérieure. Les instincts de conservation qui gisent confus dans le subconscient du peuple, jaillissent à un moment donné avec force et se projettent dans la conscience de chacun. Il se crée alors cet état d'illumination, cette exaltation unanime, que l'on rencontre seulement dans les grands courants religieux. On pourrait à juste titre appeler ce phénomène : *un élan d'œcuménisme national*. »

« [...] [Le chef] est l'incarnation de cet état de conscience invisible. Il ne fait pas ce « qu'il lui plaît », mais *ce qu'il doit faire*. ... C'est uniquement dans le cadre de ces intérêts largement conçus que les besoins individuels et collectifs trouveront leur maximum de satisfaction. »²⁶

Codreanu s'inscrit donc dans un autre ordre de légitimation de son mouvement, qui relève de la religion laïque de type fasciste, où le chef est une sorte de pythie inspirée par l'ethos national. Certes, si l'essence de la roumanité est l'orthodoxie, il peut retrouver son discours traditionnel, mais il ne rejette pas non plus cette justification « démocratique » unanimiste d'un éventuel exercice du pouvoir.

Son discours à fondement religieux apparaît, un instant du moins, comme une fabrication à l'attention de la paysannerie, sans que l'on puisse mettre en

²⁵ *Ibidem*, pp. 310-311.

²⁶ *Ibidem*, pp. 311-312.

doute pour cela la foi profonde de Codreanu et, de toute manière, le besoin de traditionalisme dans tout fascisme agraire.

Le *monarchisme* de Codreanu, tant de fois affirmé, ne peut certes pas être réduit à un sentiment traditionnel envers une institution patriarcale, même dynamisée par un monarque jeune et autoritaire. Sans même évoquer le conflit avec Carol, il faut citer ici les mémoires d'un proche, le prêtre orthodoxe Ion Dumitrescu-Borșa, secrétaire général de la Légion, qui rapporte les propos suivants de Codreanu sur la royauté: « On s'est demandé si nous étions royalistes. Nous avons eu, ainsi que nous l'enseigne notre histoire, de bons seigneurs et des mauvais. Nous sommes pour les bons seigneurs, élus de l'âme-élite de la nation roumaine. J'ai préconisé pour cela : nous resterons royalistes, mais au sein de l'État légionnaire; nous choisirons au sein de la nation 10 à 20 éléments jeunes, parmi les meilleures familles, qui ont fait preuve de capacités intellectuelles exceptionnelles et qui sont dotés des qualités et des caractères les plus nobles. Ces jeunes seront élevés, éduqués et instruits par les meilleurs professeurs, aux frais de l'État, et parmi eux seront recrutés le roi et ses conseillers. Nous resterons dans le respect des lois et des traditions de la nation, liés à l'Église et à la foi chrétienne. »²⁷

Au-delà de la charge contre Carol, d'origine étrangère et à la vie privée tumultueuse, Codreanu dresse le portrait d'un monarque endoctriné par l'État légionnaire, soumis au chef du Parti. En somme, il s'agissait de faire en plus absolu ce que Mussolini avait fait de Victor-Emmanuel III, car contrairement à ce que le Duce affirmait à la fin de son règne, la dyarchie roi-chef fasciste s'était bien passée et n'avait pas entravé le régime.²⁸

Bref, le légionarisme se présente comme un fascisme mineur sur le plan idéologique. Non seulement il est obligé de concéder à la tradition la soumission formelle à la religion et à la monarchie, mais il ne peut se permettre de rompre avec les penseurs traditionalistes des grandes puissances de référence, que ce soit Spengler ou Maurras. La différence d'attitude avec un Hitler au pouvoir, qui se permet d'ignorer avec malveillance Spengler, est frappante.²⁹ Néanmoins, c'est cette capacité même à s'adapter aux spécificités nationales pour mobiliser les masses dans des conditions socio-culturelles difficiles, qui fait du légionarisme un fascisme, le seul en Roumanie qui puisse prétendre à ce qualificatif.³⁰

²⁷ ION DUMITRESCU-BORȘA, *Cal troian intra muros, memorii legionare*, Bucarest, Lucman, 2002, p. 184.

²⁸ Voir SALVATORE LUPO, *Le Fascisme italien*, Paris, Flammarion, 2003 (2000 pour la version italienne), p. 475.

²⁹ ALAIN DE BENOIST, préface aux OSWALD SPENGLER, *Années décisives*, Paris, Copernic, p. 14.

³⁰ ARMIN HEINEN, *op. cit.* Voir son chapitre XI (« La définition conceptuelle du mouvement légionnaire ») et particulièrement la p. 467 de l'édition roumaine: « De tous les partis roumains de l'entre-deux-guerres, seule la Légion peut être appelée *fasciste* ».

La mésentente en politique étrangère: aggravation avec l'Action Française, convergence croissante avec l'Italie après l'axe Rome-Berlin

Si les légionnaires clamaient leur amour pour la France éternelle, il n'en restait pas moins que la France du moment représentait la démocratie détestée, républicaine et de gauche, et qui essayait d'intégrer la Roumanie à une alliance franco-tchéco-soviétique contre l'Allemagne³¹. Or l'Action Française restait nettement hostile à l'Allemagne, et même ses dissidents de *Je suis partout* n'avaient pas la complaisance de mise sous l'Occupation. Nous pouvons le vérifier au travers de deux séries d'articles: ceux de Jacques Bainville dans *L'Action Française*, rédigés entre 1927 et 1934 et rassemblés dans son recueil de 1937 *La Russie et la barrière de l'est*, et ceux de Lucien Rebatet rédigés durant l'année 1938, avant et après l'assassinat de Codreanu en novembre sur ordre de Carol II et publiés dans *Je suis partout*³².

Quant au fascisme italien, son hostilité envers l'Allemagne nazie jusqu'à la fin de 1936 était à ressorts multiples – géo-stratégiques et ethniques sur le Brenner, de compétition économique dans le bassin danubien et de concurrence idéologique envers les mouvements nationalistes européens, l'Italie prétendant à la prééminence et à l'antériorité.

Le ton de Bainville reste proche de la ligne éditoriale de Maurras. L'hostilité à l'Allemagne et la tentative d'un rapprochement des pays latins sur une base conservatrice et monarchiste³³ ne l'incite nullement à la moindre sympathie envers la Garde de Fer, qui n'apparaît d'ailleurs dans ses lignes qu'à l'occasion de l'assassinat du Premier ministre Ion Gheorghe Duca, en décembre 1933, par trois de ses membres.

Il faut reconnaître que l'état traditionnel des pratiques politiques en Roumanie convenait parfaitement à l'idéologie monarchiste et anti-démocratique de l'Action Française, qui ne demandait pas sa modification dans un sens fasciste. Cette monarchie constitutionnelle ne fonctionnait qu'au prix d'« assouplissements » de la règle

³¹ Voir TRAIAN SANDU, « La Roumanie sur l'axe Paris-Moscou, 1933-1937: sécurité européenne et coopération militaire », Actes du colloque: *Les Problèmes de sécurité et la coopération militaire en Europe de 1919 à 1955*, organisé par le Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan les 26 et 27 mars 2003, *Cahiers d'Histoire de Saint Cyr-Coëtquidan* n°1, Paris, L'Harmattan, 2005.

³² *Codreanu et la Garde de Fer, choses vues et entendues en Roumanie*, Éditions de l'Extrême, recueil d'articles du 23 septembre au 28 octobre, puis du 9 décembre 1938.

³³ PAUL SERANT, *Les Dissidents de l'Action Française*, Paris, Copernic, 1978, pp. 278-280: « un nationalisme anachronique ». Pourtant, certains légionnaires appelaient également de leurs vœux une union des dictatures latines: ainsi Marin en partance pour l'Espagne: « Les petites querelles passeront, car les temps ne sont pas lointains lorsque deviendront frères à jamais, dans la même spiritualité chrétienne et nationaliste, la France, l'Italie, l'Espagne et la Roumanie. Et alors apparaîtront comme un mauvais rêve le régime « gaulois » des Messieurs Blum, Zay et Co. » (VASILE MARIN, *op. cit.*, p. 19)

démocratique dont Bainville se félicite³⁴. Ainsi, la fraude électorale et surtout la « dot électorale », principe d'inertie qui dirigeait le vote des masses paysannes vers le parti appelé par le roi à « organiser » les élections, corrigeaient une démocratie balbutiante au bénéfice du Parti National Libéral du clan Brătianu. Cette famille, qui représentait la bourgeoisie d'affaires, avait réussi à faire écarter l'autoritaire prince héritier Carol en 1926³⁵.

Peu importait d'ailleurs à l'Action Française que les monarchies italienne et roumaine fussent tombées sous la tutelle de l'ancien bourgeois de gauche Brătianu ou de l'ancien socialiste Mussolini. Après tout, Maurras s'était aussi écarté du prétendant français.³⁶ Nous saisissons aussi dans cette page un des traits du nationalisme maurrassien à l'égard de l'étranger : outre la satisfaction d'amour-propre de leur influence internationale³⁷, nous trouvons la dimension « modélatrice » du « vieux » nationalisme français, qui demande à être imité, alors que le « jeune » nationalisme allemand serait « catalytique », réminiscence herdérienne appelant chaque peuple à réaliser son ethos particulier.³⁸

Ce qui le laissa plus que dubitatif, ce fut l'irruption de la Garde de Fer sur la scène internationale avec le meurtre du Premier Duca, qui appartenait au francophile Parti National Libéral et qui avait promis à Paris, lors d'une tournée en Occident en 1933, que s'il retrouvait le chemin du gouvernement il supprimerait la Garde de Fer³⁹. Une semaine après l'attentat du 29 décembre, Bainville ne cacha pas son inquiétude devant l'activisme hitlérien en Europe centrale.⁴⁰ Si Bainville ne faisait preuve d'aucune

³⁴ JACQUES BAINVILLE, « Elections en Roumanie », article du 4 juin 1931, dans *La Russie...*, pp. 226-227: « Le système rotatif [entre partis de gouvernement] fonctionne toujours. ... Il n'y en a pas de meilleur pour corriger le régime électif comme, au jeu, se corrige le hasard. Aussi il va sans dire que ces magnifiques résultats ne s'obtiennent pas sans un certain contrôle des urnes. »

³⁵ « Alors on ne s'étonne pas des sympathies que trouvent chez les intellectuels roumains les doctrines de l'Action Française. On ne s'étonne pas de l'emploi, je dirai même de l'adoption, qu'ils en ont faite. JACQUES BAINVILLE, « En Roumanie », article du 10 octobre 1927, dans *La Russie...*, pp. 220-221.

³⁶ PAUL SERANT, *op. cit.*, pp.296-299.

³⁷ Voir, dans les Archives du Quai d'Orsay, série Z Europe, sous-série Roumanie, volume 172, folios 194-198 (plus loin Z Roumanie 172, f.194-198), la note du Comité alsacien d'études et d'informations du 21 octobre 1935: « Cette sympathie qu'on garde à l'Allemagne d'Hitler n'exclut pas du reste que la haute bourgeoisie roumaine fasse généralement siennes les thèses de l'Action française, de *Gringoire*, de *Candide*, qui sont les journaux français de beaucoup les plus lus à Bucarest. »

³⁸ Voir, par exemple, ALEXANDRA LAIGNEL-LAVASTINE, « Le XX^e siècle roumain, ou la modernité problématique », in CHANTAL DELSOL et MICHEL MASLOWSKI, *Histoire des idées politiques de l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998, p. 570.

³⁹ Voir les télégrammes n°s 389-390 d'André Lefèvre d'Ormesson, ministre de France à Bucarest, du 17 novembre 1933: « Je viens d'être reçu par M. Duca qui m'a affirmé à nouveau son profond attachement pour la France. Il m'a déclaré que ses efforts tendraient ... à réprimer les mouvements extrémistes en Roumanie, dont il mesure tout le danger. » (Z Roumanie 171, f. 72-73)

⁴⁰ « Jean Duca n'a pas été frappé seulement parce qu'il avait dissous la ligue des Gardes de Fer, mais parce qu'il était fermement attaché à la Petite Entente et à la France. Ou, ce qui revient au même, il frappait cette association hitlérienne en raison de la ligne qu'il suivait, pour la politique extérieure de la Roumanie, avec M. Titulesco. (JACQUES BAINVILLE, « Après le meurtre de Sinaia », in *La Russie...*, pp. 228-229).

complaisance à l'égard de la Garde et de ses penchants hitlériens, il était suffisamment lucide et anti-soviétique pour comprendre que même des esprits plus modérés en Roumanie pouvaient reculer devant les risques de l'intégration de la Roumanie à l'alliance franco-soviétique et le passage de l'armée rouge sur le territoire roumain.⁴¹

Malgré cette compréhension à l'égard des peurs de bolchevisation de la Roumanie, à aucun moment après 1933 la ligne de *l'Action Française* ne sembla s'infléchir concernant la Garde de Fer, malgré les efforts de celle-ci à l'égard du vieux maître français.

Ainsi, dans sa lettre à Maurras, Vasile Marin tente de dédouaner la Garde de Fer des accusations de collusion avec l'Allemagne d'Hitler: « ...[N]ous n'avions jamais envoyé aucun représentant en Allemagne et... nous n'avions jamais reçu chez nous aucun émissaire hitlérien »⁴². Il est vrai qu'en 1933-1934, Hitler hésitait encore entre la Garde et la Ligue de la Défense Nationale-Chrétienne d'Alexandru Constantin Cuza, le vieux théoricien du nationalisme antisémite roumain⁴³; mais l'assassinat, même s'il n'avait pas été commandité par Berlin, constituait néanmoins une mise en garde à l'encontre du personnel politique roumain tenté de donner des gages anti-légionnaires aux démocraties occidentales. D'ailleurs, dès le milieu de 1934, Hitler intègre la Garde à ses calculs d'influence, ce qui n'empêche pas les gardistes de garder l'équilibre entre influences dans le système diplomatique roumain.⁴⁴

Les dissidents de *Je suis partout* ne franchirent pas, selon notre documentation centrée sur les articles de Rebatet de 1938, la ligne de la défense des intérêts extérieurs français. L'auteur utilise sans états d'âme la thèse traditionnelle de la latinité des Roumains.⁴⁵ Avec à peine plus de cynisme satisfait, il reprend le constat de Bainville sur le détournement de la

⁴¹ « La grande et la petite peinture », 5 octobre 1934, *loc.cit.*, pp. 230-231: « Ce n'est pas de la France qu'on peut avoir peur à Belgrade ou à Bucarest. C'est de l'Italie ou de la Russie. ... Se rapprocher de l'Allemagne dans cette crainte, cela s'appelle se mettre dans la gueule du loup. C'est possible. On le dira utilement à tous les intéressés. Mais vous n'obtiendrez jamais que toutes les sociétés plaisent à tout le monde. »

⁴² VASILE MARIN, *op. cit.*, pp. 92-94: « En effet, pour justifier les mesures arbitraires, et les abus sans précédent qu'il a commis, le gouvernement de I. G. Duca a fait répandre à l'étranger, et tout particulièrement en France, ... des calomnies selon lesquelles la Garde de Fer serait une organisation terroriste, soutenue par l'argent et les idées du national-socialisme hitlérien et qui travaillerait à instaurer une dictature à la solde et à la dévotion de l'Allemagne; laquelle dictature une fois installée romprait nos relations amicales avec la France et asservirait le pays aux intérêts germaniques.

⁴³ ANDREAS HILLGRUBER, *Hitler, regele Carol si Mareşalul Antonescu*, Bucarest, Humanitas, 1994, p. 45; voir aussi CONSTANTIN PETCULESCU, *op. cit.*, pp. 162-163 (le fils de Cuza, Gheorghe, avait rencontré Hitler et Rosenberg à Munich au printemps de 1933).

⁴⁴ ERNEST BERNEA, « Hitlerismul nostru », article de 1935 dans *Rânduiala*, cité dans FLORIAN et PETCULESCU, *Ideea care ucide*, p. 224: « Une guerre contre la France est non seulement difficile à imaginer, mais l'effectuer ? Ce serait vraiment une lutte fratricide. ... Mais même si cette France nationaliste existait politiquement pour nous, cette fois nous n'accepterions plus son commandement, mais sa collaboration. »

⁴⁵ LUCIEN REBATET, *op. cit.*, p. 10.

démocratie.⁴⁶ Avec ces prémisses traditionnelles et autoritaires, Rebatet fait toutefois un éloge appuyé de l'ultra nationalisme et de l'antisémitisme de Codreanu, en retraçant les grandes étapes de son ascension depuis 1919 à partir de son ouvrage *Pentru Legionari*.⁴⁷ Mais cette sympathie idéologique n'allait pas sans un sérieux recul à l'égard de l'esprit de véhémence partisane, mais aussi de démagogie et, paradoxalement, d'indécision politique devant les événements de décembre 1937 à février 1938, lorsque le pouvoir paraissait à portée de main.⁴⁸

Surtout, Rebatet offre aux lecteurs de *Je suis partout* une critique du germanisme de Codreanu émise par un Roumain traditionaliste et francophile. En effet, l'incompatibilité relevée par Bainville sur un ton pondéré entre l'alliance franco-soviétique et l'alliance franco-roumaine, se retrouve dans la phraséologie radicale de Codreanu sous la forme de l'assertion définitive de la déclaration de presse du 30 novembre 1937⁴⁹. Mais cela sert aussi à minimiser cette faute et à rassurer la droite française.

« Il n'en reste pas moins que Codreanu a violemment choqué ce jour-là les sentiments de la majorité des Roumains. Vous connaissez assez notre pays pour savoir le prestige spirituel que vous y conservez malgré tout.... Le petit clan des légionnaires admirateurs de l'Allemagne n'a jamais eu grande importance. Croyez bien que Codreanu a été, après cette gaffe, sévèrement et vigoureusement chapitré ! Mais il avait donné une arme à ses adversaires. Les Juifs s'en sont servi chez vous surtout impitoyablement pour l'écraser. Ici, ils l'osent moins, car nous savons très bien à quoi nous en tenir. Les plus féroces adversaires de Codreanu, et Dieu sait qu'il en a, et de puissants, n'ont jamais pu apporter le commencement d'une preuve à ses relations avec le Troisième Reich. Codreanu savait parfaitement qu'en acceptant le moindre appui de l'hitlérisme, il condamnait la Garde. »⁵⁰

L'historiographie récente a démontré de façon assez convaincante que l'aide financière et matérielle de l'Allemagne nazie s'effectuait à travers des subsides versés par les grands groupes allemands, notamment IG Farben, et que lors du procès de Codreanu, le gouvernement n'avait pas pu produire des

⁴⁶ *Ibidem*, p. 15.

⁴⁷ *Ibidem*, pp. 16-18.

⁴⁸ *Ibidem*, pp. 23, 26-27 et 29-30.

⁴⁹ Citée, entre autres, chez FLORIN MÜLLER, « Politica externă a mișcării legionare: ideologie și strategii », in *Arhivele totalitarismului*, I^{ère} année, 1, 1993, p. 36: « Je suis contre les grandes démocraties de l'Occident, je suis contre la Petite Entente, je suis contre l'Entente Balkanique et je n'ai aucun attachement pour la Société des Nations, à laquelle je ne crois pas. Je suis pour une politique extérieure de la Roumanie du côté de Rome et de Berlin, du côté des Etats de la révolution nationale. Je suis contre le bolchevisme. Dans les 48 heures suivant la victoire du Mouvement Légionnaire, la Roumanie aura une alliance avec Rome et Berlin, entrant ainsi dans la ligne de sa mission historique dans le monde: la défense de la Croix, de la culture et de la civilisation chrétienne. »

⁵⁰ LUCIEN REBATET, *op.cit.*, pp. 27-28.

documents explicites en raison de pressions gênées, mais fermes, du ministre d'Allemagne.⁵¹ Rebatet ne pouvait pas être au courant de ces faits, même si la presse de gauche les soupçonnait⁵² et si le numéro deux de la Garde, le propre beau-frère de Codreanu, Ion Moța, ne les approuvait pas⁵³. Mais il n'absout pas Codreanu de ses sympathies pro-allemandes. Il est vrai que ces subsides ont surtout arrosé certains personnages vénaux qui évoluaient à la marge du mouvement, tel le philosophe Nae Ionescu, qui en avait besoin, outre ses dépenses personnelles, pour son journal⁵⁴. Il ne pouvait en être autrement: les mouvements fascistes étaient structurellement contraints à une certaine indépendance financière et de jugement géo-stratégique, s'ils souhaitaient influencer les masses. Si le mouvement de Codreanu avait reçu de l'argent de la camarilla royale et du roi lui-même entre 1933 et 1936 – notamment lors du congrès estudiantin controversé de Târgu-Mureș⁵⁵ – cela contrevenait à l'indépendance du mouvement, d'autant que Codreanu avait à juste titre l'impression que le roi soufflait le chaud – avec l'appui financier et la liberté de propagande⁵⁶ – et le froid – avec la scission de Stelescu et le maintien à la périphérie du système politique – pour lui signifier le maintien sous surveillance du parti. La maturité politique du mouvement exigeait, sinon la rupture, du moins une redéfinition radicale de la relation à l'approche des élections cruciales de décembre 1937, où la question du pouvoir allait se poser entre les principaux protagonistes.

En somme, la ligne de Rebatet reste proche du fascisme italien d'avant l'Axe, mais sans basculer apparemment dans un pro-germanisme que seule la défaite, puis la guerre germano-soviétique provoqueront. Et il sait faire preuve d'un certain œcuménisme de droite en rendant hommage à une Action Française qui avait aussi fait un pas vers le populisme nationaliste de Mussolini au nom de l'unité des droites latines chère à l'inspiration pré-chrétienne de Maurras et à la religion néo-impériale du Duce.⁵⁷ Les rapports directs n'étaient donc ni suivis, ni serrés entre les droites françaises et la Garde de Fer.

Les relations directes entre la Légion et l'État italien – ou allemand – étaient aussi faibles et ne relevaient certainement pas du mythe de la « cinquième colonne » développé à l'encontre de la Garde par les historiens communistes. Plusieurs

⁵¹ CONSTANTIN PETCULESCU, *loc.cit.*

⁵² LUCREȚIU PĂTRĂȘCANU, *Sous trois dictatures*, Paris, International, 1946, pp. 87-88.

⁵³ CONSTANTIN PETCULESCU, *op.cit.*, p.115 : dans un mémoire adressé aux chefs des partis au début de 1934, Moța souscrivait à la politique internationale traditionnelle de la Roumanie: « il est indiscutable qu'aujourd'hui les intérêts extérieurs roumains sont le mieux garantis par la politique traditionnelle aux côtés de la France et de la Petite Entente ».

⁵⁴ CONSTANTIN PETCULESCU, *loc. cit.*

⁵⁵ Voir, entre autres, l'introduction de IOAN SCURTU à *Ideologie și formațiuni de dreapta în România*, IV, 1934-1938, sous la direction de IOAN SCURTU, 2003, pp. 25-41 / p. 30.

⁵⁶ Voir ION DUMITRESCU-BORȘA, *op. cit.*, p. 131.

⁵⁷ Voir EMILIO GENTILE, *op. cit.*

études sérieuses ont fait litière de ces affirmations.⁵⁸ Bien évidemment, la sympathie idéologique et l'ennemi communiste commun ne pouvaient que rapprocher les fascismes de tous les pays. Mais en tant que véritable mouvement fasciste, la Légion était structurellement contrainte à une certaine indépendance financière et de jugement géo-stratégique, si elle souhaitait influencer les masses et ne pas rester une succursale italienne ou allemande en terre roumaine. D'ailleurs, ni l'Italie, ni même l'Allemagne – malgré ses minorités – n'avaient d'intérêts nationaux et ethniques suffisants pour se doter, comme en Autriche ou en Tchécoslovaquie, d'une politique spécifique très active à l'égard de la Roumanie. En outre, ces deux pays se trouvaient en concurrence en Roumanie, ce qui contribua à la liberté de jugement en matière de politique internationale des légionnaires.

Le premier contact qu'un officiel italien semble avoir établi avec la Légion est la visite de Nichifor Crainic en Italie à l'automne 1933 et sa rencontre avec le président des Comités d'Action pour l'Universalité de Rome (CAUR), Eugenio Coselchi; peu après, ce dernier se rendit en Roumanie pour une série de conférences et fit une visite au chantier de la Maison verte, futur siège de la Légion, en novembre⁵⁹. Ces comités avaient été créés en juillet 1933 précisément pour faire pièce à la dynamique concurrence du nazisme auprès des mouvements nationalistes européens. Quant à la diplomatie officielle, elle avançait avec précaution auprès d'un mouvement méfiant à l'égard du révisionnisme italien et de l'absence d'antisémitisme du fascisme. De ce point de vue, le nazisme, avec son antisémitisme et son refus de soutenir le révisionnisme hongrois, était beaucoup plus attractif pour les légionnaires. Mais c'est un représentant des CAUR, Guido Ferruccio Cabalzar, qui se rendit en Roumanie en janvier 1934, bien que les légionnaires venaient d'assassiner le Premier Duca. D'ailleurs, les Allemands se méfiaient du nationalisme pointilleux des légionnaires, qu'ils soupçonnaient davantage attirés par l'Italie; quant à eux, ils préféreraient Cuza et la droite plus traditionnelle et plus malléable⁶⁰.

Les relations entre la Garde et les CAUR furent longtemps orageuses. Cabalzar avait insisté pour qu'on invite une délégation légionnaire au congrès des mouvements européens de Montreux; le général Sani, vice-président des CAUR, avait rencontré à cet effet Codreanu à Bucarest, mais le Capitaine n'était pas prêt à se subordonner aux intérêts italiens, d'autant plus qu'il penchait lui-même plutôt vers l'Allemagne⁶¹. Les oppositions éclatèrent à Montreux, les 16 et

⁵⁸ FLORIN MÜLLER, *op. cit.*; ARMIN HEINEN, *op. cit.*, pp. 306-326, FRANCISCO VEIGA, *La mistica del ultranacionalismo. Historia de la Guardia de Hierro. Rumania, 1919-1941*, Barcelone, 1989, traduite en roumain dès 1993: *Istoria Gărzii de Fier. 1919-1941. Mistica ultranaționalismului*, Bucarest, Éditions Humanitas, pp. 251-255.

⁵⁹ ARMIN HEINEN, *op. cit.*, p. 227.

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 234-236.

⁶¹ *Ibidem*, p. 308.

17 décembre: Moța y souleva la question juive, qui donna lieu à une déclaration contradictoire: un premier paragraphe estimait « que la question juive ne pourrait pas se traduire par une campagne universelle de haine contre les juifs » ; mais la fin insistait sur l'idée des juifs parasites, formant un État dans l'État et gagnés à la révolution communiste, dénonçant « l'action néfaste de ces éléments et [décidant] de les combattre. »⁶² En fait, le débat sur l'antisémitisme masquait aussi la proposition de Moța d'inviter les nazis allemands à la réunion suivante, ce qui avait été jugé si provocant que cela n'avait même pas été enregistré dans le rapport de la conférence.⁶³ Moța rendit compte de ces deux sujets d'accrochage à Poterle, membre de l'agence d'information nazie du Weltdienst, en lui promettant d'insister sur les deux pour les prochaines réunions des CAUR.⁶⁴

Mais l'activité en leur sein s'étiola en même temps que ces comités eux-mêmes. L'atmosphère était très médiocre pour l'Italie, car Titulescu comptait sur les sanctions prises contre l'agression en Abyssinie pour renforcer la SDN par le retour de l'Angleterre dans le jeu de la sécurité collective; il aurait ainsi étoffé l'axe continental Paris-Prague-Bucarest-Moscou, qui fondait sa légitimité aux yeux de l'opinion internationale sur l'instance genevoise, et non sur son statut d'alliance de revers, ce qu'elle était en réalité⁶⁵. Ainsi, lorsque Moța proposa d'envoyer des paquets aux soldats italiens sur le front, Ciano refusa pour ne pas aggraver le contentieux; et ce n'est qu'en mai 1936 que le ministre d'Italie, Ugo Sola, accepta l'ouverture d'un comité roumain CAUR: encore n'y trouvait-on aucun dignitaire légionnaire officiel, même si son président était le sympathisant légionnaire notoire Mihail Manoilescu⁶⁶.

Il est certain que le rapprochement entre Hitler et Mussolini donna une impulsion à la définition d'une politique étrangère de la Garde, et notamment du germanophile Codreanu. Les tensions en Europe centrale entre les deux puissances libéraient le discours légionnaire, car les menaces révisionnistes en faveur de la Hongrie perdaient de leur acuité avec la domination allemande dans la zone et un bloc anti-soviétique cohérent en sortait renforcé. Ainsi, malgré un discours révisionniste de Mussolini, Codreanu rejeta la faute sur la politique pro-soviétique et genevoise de Titulescu dans son mémoire adressé au roi et au pays le 5 novembre 1936 sur la politique étrangère⁶⁷. De même, Codreanu adressa un télégramme de félicitations aux deux dictateurs lors de leur rencontre de Munich de septembre 1937.⁶⁸ Sa déclaration la plus contestée sur « l'alliance

⁶² IOAN SCURTU (coord.), *Ideologie și formațiuni de dreapta în România*, doc. n° 24, p. 81 (note de la Direction générale de la Police du 21 janvier 1935).

⁶³ ARMIN HEINEN, *op. cit.*, p. 30.

⁶⁴ IOAN SCURTU, *op. cit.*, doc. n° 28 du 5 février 1935, pp. 84-86.

⁶⁵ TRAIAN SANDU, *loc. cit.*

⁶⁶ ARMIN HEINEN, *op. cit.*, p. 309.

⁶⁷ IOAN SCURTU, *op. cit.*, doc. n° 122, pp. 221-222.

⁶⁸ Cité dans FLORIN MÜLLER, *op. cit.*, p. 36.

avec Rome et Berlin » dans les 48 heures suivant la victoire de la Légion en Roumanie est à replacer dans le même contexte.

Enfin, le dernier épisode marquant des relations entre Italie et Garde se situe lors de l'enterrement d'Ion Moța et de Vasile Marin, tombés du côté franquiste en Espagne. Après un voyage triomphal dans toute la Roumanie, la cérémonie s'acheva en apothéose à Bucarest en présence des ministres d'Italie, d'Allemagne, du Japon, du Portugal et de l'Espagne franquiste. Cette manifestation fut considérée par le Premier roumain Tătărescu comme une « immixtion étrangère dans la politique intérieure »⁶⁹, même si les intéressés se dédouanèrent en prétextant avoir assisté à la cérémonie à titre privé.

Conclusion

Que penser de ces échanges de correspondance de la première moitié des années vingt et de 1934, ainsi que de ce battage médiatique de 1938 ? A chaque fois, le contact est noué ou renoué lors de procès où les légionnaires (ou futurs légionnaires) risquent d'apparaître comme ayant totalement rompu les ponts avec les démocraties occidentales. L'appel à la droite nationaliste française ressemble à un dernier recours idéologique pour infirmer cet isolement. Or, si dans le cas de Ion Moța il y eut véritablement un échange de lettres, la lettre de Marin resta sans doute sans réponse. En effet, si les premières violences des jeunes étudiants pouvaient s'apparenter à une poussée de fièvre nationaliste, en 1934 le contexte de l'arrivée au pouvoir d'Hitler faisait de leur action un élément de la politique de déstabilisation du système diplomatico-militaire français. Bainville ne s'y trompait pas. Même le sympathisant Rebatet récusait la tendance germanophile de Codreanu. Bref, les tentatives de 1925, mais surtout de 1934 et de 1938, correspondent à un désir de rééquilibrage au moins formel en faveur de la France. Toutefois, l'influence idéologique et le prestige intellectuel français restaient réels en Roumanie à la veille de la guerre.

Quant à l'influence italienne, elle n'apparaît pas en matière de théorie du nationalisme, en raison de son caractère tardif et de sa faible spécificité dans ce domaine. Mais elle s'impose dans le domaine essentiel de la *praxis* politique, avec cette religion de l'action, du fait accompli au sens premier de l'expression, significative de l'essence même du fascisme et que la Légion de l'Archange Michel a fait totalement sienne.

⁶⁹ ARMAND CĂLINESCU, *Însemnări politice, 1916-1939*, Bucarest, Humanitas, 1990, pp. 334-336.